

Les ateliers écohumanistes

Les ateliers écohumanistes réunissent des chercheurs pour identifier les solutions pouvant répondre simultanément aux enjeux humains, des écosystèmes et du climat.





Objectifs

- 
- 1. Contribuer à une meilleure compréhension des défis planétaires**
et à une conscience collective de la nature et de l'échelle des solutions à déployer
 - 2. Evaluer la pertinence et l'efficacité des solutions**
identifiées au regard des trois objectifs que sont l'amélioration de la condition humaine, la vitalité des écosystèmes naturels et la stabilisation du climat
 - 3. Identifier les leviers**
participant à la mise en œuvre de solutions au niveau d'ambition nécessaire.

Les ateliers s'inscrivent dans la démarche écohumaniste. Ils sont pensés dans l'esprit d'un apport mutuel des intervenants visant à soutenir le débat d'idées par l'analyse, sans recherche artificielle de controverses.

Programme des ateliers

..... Climat

19 Septembre 2022



PIERRE BARRÉ

Chargé
de recherche CNRS,
laboratoire de
Géologie de l'ENS



OLIVIER BOUCHER

Directeur
de recherche CNRS,
responsable du Centre
de Modélisation du
Climat à l'Institut
Pierre-Simon Laplace



**FRANÇOIS- MARIE
BRÉON**

Chercheur CEA,
Laboratoire des
Sciences du Climat
et de l'Environnement
à l'Institut Pierre-Simon
Laplace

..... Biodiversité

5 Décembre 2022



CARMEN BESSA-GOMES

Enseignante-chercheuse en
écologie, AgroParisTech,
équipe Processus Écologiques
et Pressions Anthropique



GUILLAUME GIGOT

Responsable de la Cellule
Conservation,
Réfèrent Outre-mer à PatriNat,
OFB



ELSA BONNAUD

Enseignante-chercheuse en
écologie, Université Paris-
Saclay,
équipe Dynamique
de la biodiversité et
macro-écologie

..... Développement humain

27 janvier 2023



Atelier Biodiversité et écosystèmes

Compte rendu

Le deuxième atelier, qui s'est tenu le 5 décembre, était centré sur le sujet de la biodiversité et des écosystèmes. Il a réuni trois chercheurs qui se sont interrogés sur ce thème.

I. État des lieux de la biodiversité et incertitudes

Le rapport 2019 de l'IPBES alerte sur la disparition massive d'espèces animales et végétales. En moyenne, ce sont 28% des espèces d'animaux et de végétaux qui sont menacées d'extinction en 2022 (IUCN Red List of threatened species), un chiffre qui progresse de jour en jour.

Comment ces chiffres ont-ils été calculés ? Des incertitudes existent-elles concernant l'évaluation de ce taux d'extinction / y a-t-il un risque qu'il soit sous-évalué ? Comment ces chiffres nous appellent-ils à réagir ? Trois chercheurs nous livrent leurs réflexions sur le sujet.

Les listes rouges : un standard reconnu

Dans les années 1990, des chercheurs ont mis en place une approche standardisée et systématique pour dresser un inventaire et classer les espèces du vivant le plus objectivement possible, selon leur état de conservation. Il s'agit des listes rouges régionales, nationales et de l'IUCN pour l'échelle globale. Elles servent de base aux politiques de protection de la biodiversité.

Ces listes s'appuient sur une série de critères précis qui permettent d'évaluer le risque d'extinction de milliers d'espèces et de sous-espèces avec une méthodologie uniforme. Cependant, bien que ces critères soient fixes, les connaissances qui les alimentent ne le sont pas : en effet, de nombreuses espèces demeurent inconnues. Or, comme relève un des experts « *ce qu'on ne connaît pas, on ne peut pas le protéger* ».

Est-il possible de standardiser et comptabiliser la nature ?

Actuellement environ 2 millions d'espèces animales, végétales, microscopiques et autres sont connues, mais il pourrait y en avoir en réalité entre 10 et 20 millions sur Terre. Estimer l'ampleur du vivant reste un défi, expliquent les experts : ce sont souvent les espèces les plus grosses et les plus visibles que l'on appréhende le mieux, et qui sont le plus facilement comptabilisées. Mais même pour des espèces emblématiques, comme les primates, les connaissances restent imparfaites et entraînent des incertitudes dans les analyses de risque d'extinction.



Tout ne rentre pas toujours dans une boîte, ajoute l'un des experts. Les scientifiques ont été formés à reconnaître et classer des espèces. Cette approche est remarquablement pratique et appuie de nombreuses découvertes, mais ne convient pas toujours au vivant, en particulier les végétaux. Car ce cadre est en réalité une simplification de ce qu'il se passe dans la nature et enlève la part dynamique de l'évolution. Une espèce, par définition, naît, évolue et s'éteint, c'est un processus naturel constant. Ainsi, le cadre théorique qui fixe une espèce donnée encapsule difficilement les changements progressifs de cette espèce, et sa dimension temporelle.

Intégrer et comprendre les facteurs temporels et spatiaux

Environ 500 nouvelles espèces sont décrites chaque année uniquement dans les Territoires d'Outre-Mer Français. Notre socle de connaissances sur les espèces de ce monde augmente avec les recherches scientifiques, et avec lui, le nombre d'espèces sur Terre dont nous avons connaissance. Pour autant ces découvertes de nouvelles espèces ne doivent en aucun cas dévaloriser les chiffres d'extinction de la biodiversité. Ainsi, pour arriver à faire la part des choses, il faut savoir se replacer dans un contexte temporel et spatial.

Par exemple, selon des données brutes, la Corse contient plus d'espèces qu'auparavant, du fait notamment d'importation d'espèces. Au premier abord, cela peut paraître une bonne nouvelle, mais si on éloigne la loupe et que l'on regarde la biodiversité à une échelle spatiale plus large, comme le bassin Méditerranéen entier, on observe au contraire un appauvrissement de la biodiversité Corse au profit d'espèces communes ou domestiques du bassin méditerranéen qui se sont implantées et ont pris le dessus sur les écosystèmes locaux.

De même, la valeur temporelle est également importante pour comprendre les changements. La révolution industrielle sert communément - et de manière arbitraire - de référence pour comprendre les changements d'origine humaine. En Polynésie, par exemple, le paysage a également beaucoup changé au moment de l'arrivée des premiers humains.

En fonction du positionnement dans le temps et dans l'espace, la perception de la biodiversité ne sera pas la même. Or, en écologie, ces variables sont cruciales pour comprendre l'évolution des écosystèmes. Sur une durée donnée, une espèce pourra s'acclimater, s'adapter, et évoluer – ou pas, et éventuellement disparaître. Aujourd'hui, c'est la vitesse à laquelle disparaissent les espèces qui est alarmante. Le taux d'extinction actuel n'a rien à voir avec les taux qui ont été reconstitués ou observés par le passé.



Quelles sont donc la valeur et les limites de ces listes ?

Malgré les incertitudes persistantes liées au manque de connaissances de nombreuses espèces, ces listes ont très bien rempli leur fonction première : alerter et mettre en lumière les tendances. Actuellement, la situation critique globale de la biodiversité justifie amplement de lancer une alerte sur l'état de santé de la faune et la flore de notre planète, tant pour prévenir les individus que pour informer les institutions politiques nationales et internationales.

Ces listes sont l'outil le plus simple que les écologues possèdent pour mettre en lumière la biodiversité. Elles sont importantes, il faut qu'elles existent, et qu'elles soient encore et toujours alimentées et améliorées. Aujourd'hui pour protéger une espèce en France, il faut qu'elle soit rare et inscrite sur une liste rouge.

Souvent la problématique vient de l'interprétation des chiffres de ces listes et des politiques de protection qui ne cherchent pas à intégrer d'autres données et ne prennent pas suffisamment en compte les variables de temps et d'espace.

Dépasser la valeur comptable

Ainsi, même si elles ne sont pas complètes - et elles ne le seront probablement jamais - ces listes rouges apportent des tendances et des indicateurs forts de la biodiversité dans le monde. C'est le phare des écologues, comme le dit l'un des experts. Cependant, ces listes ne font que comptabiliser. Il y a de nombreuses autres variables qui devraient être prises en compte au regard de la biodiversité et qui permettraient d'intégrer une vision englobant les écosystèmes entiers.

Compter n'est donc pas la seule priorité pour la conservation des espèces. Il faut savoir intégrer également les traits fonctionnels des espèces, les caractéristiques uniques. Ces traits doivent être pris en compte dans la détermination de politiques de protection. En effet, selon la redondance de ces traits au sein des espèces, les scientifiques pourraient décider de prioriser la conservation de certaines espèces afin de conserver au maximum la diversité du vivant. Il en va de même pour les caractéristiques génétiques. Certaines populations, ou sous-espèces, peuvent être plus diverses d'un point de vue génétique, et donc avoir plus de valeur du point de vue de la conservation afin de favoriser des processus évolutifs ultérieurs.

Il existe d'autres indicateurs, en parallèle des listes rouges, qui intègrent ces valeurs. Les listes WWF Living Planet Index, par exemple, suivent des populations témoins - sentinelles de la santé des écosystèmes - depuis les années 70. Elles ne se focalisent pas sur toutes les espèces d'un écosystème mais sur les individus qui constituent une population. Ces populations informent sur les tendances au sein de l'écosystème, et permettent de comparer différents écosystèmes entre eux.



L'un des experts ajoute : *“si on protège ces écosystèmes particuliers, on sait qu'on protège aussi tous les invertébrés, microorganismes du sol et champignons qui vont avec ces systèmes-là. Nous ne sommes pas obligés de tout connaître mais cette approche systémique de l'ensemble nous aide à protéger de façon plus efficace.”*

II. Les enjeux de la diversité biologique, interactions avec les humains, contributions de la biodiversité

Homogénéisation et perte de diversité

Les activités humaines ont un impact sur la biodiversité : c'est un fait établi. Les espaces domestiques sont entrés en compétition avec la nature endémique et ont constamment gagné du terrain via les entreprises humaines. Notre développement en tant qu'espèce, puis la mondialisation rapide, ont eu des effets majeurs sur la biodiversité. Encore une fois, la variable temporelle prend ici son importance. Les espèces ont la capacité intrinsèque d'évoluer, mais si les changements environnementaux sont trop rapides, les espèces n'ont pas le temps de s'adapter.

Les transformations des paysages par l'humain peuvent amener à la création de nouvelles espèces – et le taux de spéciation augmentera – mais les taux d'extinction observés sont par ailleurs considérables. Des écosystèmes entiers sont stressés, sans possibilité d'évoluer et de trouver une nouvelle place du fait de la rapidité des changements qui ont lieu. Des patrimoines naturels entiers se divisent et prennent le risque d'être perdus à jamais.

Globalement, les écologues observent la disparition des espèces, mais aussi, et de manière tout autant inquiétante, l'harmonisation des traits des espèces. Les experts donnent l'exemple des espèces exotiques : sans barrière géographique limitante, et profitant des routes migratoires humaines, de nouvelles espèces arrivent sur des territoires et entrent en compétition avec la faune et la flore existantes. On voit ainsi apparaître des super-prédateurs et des super-compétiteurs envahissants qui diminuent fortement les populations voire font disparaître d'autres espèces, appauvrissant le potentiel évolutif local et provoquant une perte d'abondance et de diversité. Le nombre d'espèces différentes s'écroule, les interactions entre espèces s'amoindrissent et les écosystèmes perdent en fonctionnalité et potentialité.



Les politiques mises en place par l'humain sont-elles inutiles ?

Pour lutter contre cet appauvrissement, des politiques de préservation de la biodiversité sont mises en place. Arrivent-t-elles trop tard ? Sont-elles suffisantes ?

Pour les chercheurs, il faut voir avec le temps. Pour le moment les mesures – les translocations d'espèces (e.g. planter des arbres, réintroduire des grands prédateurs) – sont trop jeunes pour tirer des conclusions sur le long terme. Et en tant qu'adaptations dirigées, elles réduisent forcément l'entonnoir de possibilités évolutives, avec des réintroductions sélectives. Mais pour l'un des chercheurs, « *il faut bien essayer d'agir* ». Proposer un simple seuil ou nombre à atteindre ne semble pas le plus pertinent, il faudrait aller vers plus de protection d'espaces et d'espèces, en maintenant une connectivité et une continuité écologique.

Un autre expert appuie ce point en expliquant qu'à partir du moment où une dynamique collective locale se met en place, c'est une action mobilisatrice en faveur d'une prise de conscience et d'une évolution. Pour lui, il faudrait pousser les humains à réfléchir à une cohabitation sur le long terme avec la nature. Tous les mouvements qui fédèrent pour prendre soin des habitats sont positifs. C'est un effort collectif qui doit prendre en compte un changement d'habitude sur le long terme.

La prochaine étape ? Intégrer ce temps long dans le temps politique qui est pourtant régi par des mandats courts : le bénéfice des actions doit être envisagé pour les générations futures.

Comment en est-on arrivé là ? Une vision anthropocentrée de la nature

L'humain évalue la biodiversité en fonction de lui-même : il ne se voit pas comme faisant partie de cette diversité. Cette vision anthropocentrée est celle qui domine dans les instances internationales. La nature est devenue transactionnelle. La relation que l'humain entretient avec la faune et la flore est basée sur la valeur de la nature, les services rendus, avec le piège de la valeur économique de cette relation.

Pour certains des experts présents, cette vision est restrictive. « *Si on essaie d'évaluer la valeur de la nature vis-à-vis de notre contexte actuel, on se restreint, on n'imagine pas l'avenir. Si on décide de se passer de certaines fonctions écologiques, et faire des traits de sélection pour des services utiles sur le moment, on fait le pari que les traits exclus ne trouveront pas une place dans le futur, alors que les besoins peuvent changer dans le temps.* »

On oublie aussi trop souvent la valeur des écosystèmes et de la fonctionnalité des espèces qui est indépendante de l'humain et ne lui apporte rien directement. Pour les chercheurs, toute la



vision d'une « *consommation de la nature* » est à revoir, afin de pouvoir inverser les tendances. Tout ne peut pas s'acheter et tout ne peut pas se réparer.

L'un des experts explique que tout va se jouer dans la conduite du changement, l'approche du changement vis-à-vis de notre relation avec la nature. C'est une sphère de réflexion où les sociologues et anthropologues ont pleinement un rôle à jouer.

Le trio d'experts propose quelques points de réflexions au service de la biodiversité :

Se reconnecter avec la « vraie » nature

Une vision idéaliste et positive de la biodiversité semble dominer, en rupture avec les réalités, souvent dures, du vivant. Ce phénomène de déconnexion semble particulièrement fort en France, beaucoup plus que dans d'autres pays. Souvent le positif est accepté, et le négatif ignoré ou rejeté. Pour l'un des experts, ceci est à rapprocher d'une vision très anthropocentrée qui fait que tout événement qui échappe à la maîtrise de l'humain n'est pas accepté de même que tout ce qui fait perdre de l'argent et accule. Or les attentes et les exigences nécessaires pour que la biodiversité soit préservée rentrent dans ce cadre. C'est l'effet un peu pervers de la vision au travers des services écosystémiques.

Il faudrait que les structures humaines acceptent les aspects négatifs comme positifs si on veut que la biodiversité continue de jouer son rôle. Recréer un lien avec la nature est nécessaire tout comme reconstruire une tolérance aux dérangements – financiers et de confort – intrinsèques à la nature. Pour cela, notre perspective doit changer. Tout un champ d'accompagnement et d'approches comportementales dans ce sens pourrait se développer dans les prochaines années.

Se rapprocher de la nature tout en la respectant

La valeur de la nature dans les villes, d'un point de vue biodiversité, n'est pas négligeable ; mais surtout, sa présence renforcerait ce lien si nécessaire avec la nature. Il favoriserait l'intégration d'une plus grande tolérance envers les dérangements générés par la nature, à côté des fonctions et services rendus.

D'autres solutions peuvent être identifiées mais elles doivent être mises en place de manière réfléchie. Par exemple, pour l'un des experts, le tourisme vert s'apparente à une fausse bonne idée et peut nuire au ré-ensauvagement (rewilding). En effet, la réouverture ou l'ouverture de l'espace sauvage n'est pas compatible avec un flux important de personnes.



Reconnecter les acteurs à toutes les échelles

Notre société a tendance à aller vers le clivage, et la nature et la biodiversité sont entrées dans ces clivages. Il n'y a que peu de perméabilité et de discussions possibles sur certains sujets entre différents groupes d'acteurs. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays comme le Portugal, où la préservation du loup par exemple ne fait pas débat : les agriculteurs comprennent l'importance d'une cohabitation. Ce climat de compréhension mutuelle facilite l'identification et la mise en place de solutions qui conviennent à tous.

Dépasser les clivages est donc primordial sur le terrain et en politique, pour agir ensemble sur les enjeux de la biodiversité qui nous concernent tous. Les solutions sont multiples et se jouent à toutes les échelles, tant au niveau d'un quartier qu'au niveau national. Il faut se concentrer sur le rétablissement de liens, ensuite par capillarité, toutes les actions pourront être menées à bien. Chacun, à son échelle, peut s'impliquer.

Dans ce cadre, l'échelle locale est cruciale, et pourtant, souvent négligée. En biodiversité, on n'a pas d'indice quantitatif global (comme la température pour le climat) qui permette d'agir simplement à un niveau global. Les différences locales, culturelles et environnementales sont déterminantes. Les pays se sont régulièrement engagés à des échelles internationales pour agir contre le déperissement de la biodiversité, mais ces grands engagements sont souvent abstraits à petite échelle. Il faut garder une flexibilité locale pour savoir s'adapter et être efficace.

Concilier les mesures climatiques avec les mesures environnementales

Le réchauffement climatique et la perte de biodiversité au niveau mondial se déroulent de concert. Il faut limiter en même temps la perte de biodiversité, l'artificialisation des sols, la pollution – ce qui présente des difficultés. Parfois les mesures pour lutter contre l'un, entrent en conflit avec l'autre. Pourtant il existe des moyens de concilier les deux, et de nouvelles idées peuvent émerger de réflexions entre acteurs locaux, nationaux et internationaux.

Pour les experts, il est dommage de mettre les mesures en confrontation, alors qu'il est possible de trouver un juste milieu, même si ce n'est pas toujours l'option la plus facile. Il faut sortir de motivations seulement économiques et des solutions de facilité, au bénéfice à court et long terme de la biodiversité, et donc des humains.

D'autant plus que les pires ennemis de la biodiversité sont l'urgence et les crises, comme la crise énergétique actuelle, qui délient les verrous de protection environnementale. C'est le pire scénario pour la biodiversité parce qu'il faut du temps pour construire des changements et laisser un écosystème s'épanouir. Dans l'urgence, il est impossible d'évaluer l'efficacité de ces actions



et de ces priorisations.

Le long terme permet de préserver et cultiver une réserve de potentialité évolutive, qui participe à la richesse de diversité du vivant.

Faire évoluer les pratiques de production et de consommation

Les pratiques actuelles ne sont plus viables. Les sols sont épuisés. Les cultures sont uniformes. Nous avons construit un mode de production intensif, comme s'il se situait hors nature, comme une usine, alors que la production agricole est intrinsèquement liée au vivant. Il faut justement réinjecter du vivant dans ces systèmes et revaloriser le travail de l'agriculteur expert. L'agriculteur doit redevenir sur le long terme un travailleur du vivant. Ceci implique de réinventer de nouveaux systèmes d'exploitation (par exemple développer des techniques différentes pour permettre de dépasser les limites de rendement actuelles tout en limitant fortement les intrants de synthèse).

Lutter contre l'homogénéisation / valoriser une re-diversification

Il existe un réel problème d'homogénéisation de la biodiversité, tant au niveau sauvage que dans les cultures et l'élevage, qui fragilise nos pratiques. Les semences et les fruits et légumes ont été limités par un conformisme visant à faciliter les démarches industrielles de production et de commercialisation (avec le bénéfice d'être en capacité de nourrir une population grandissante).

Ce manque de diversité fragilise les systèmes, notamment face aux perturbations naturelles et climatiques, et pourrait être à l'origine d'une crise alimentaire mondiale. La recherche en agronomie est en train de rétro-pédaler pour réintroduire de la diversité mais c'est très long. Les pratiques industrielles sont en place, et les modifier - tout en garantissant la sécurité alimentaire - coûtera de l'argent et demandera des efforts de réorganisation.

Cette diversification des espèces agricoles doit se faire en parallèle de la préservation de la diversité des espèces sauvages.

Lutter contre les espèces exotiques envahissantes (EEE)

Avec la mondialisation sont venus l'intensification des échanges et le déplacement d'espèces exotiques, tant animales que végétales. Certaines de ces espèces ont montré de surprenantes capacités d'adaptation et ont envahi de nouveaux territoires, écrasant au passage les espèces locales. On parle d'espèces exotiques envahissantes (EEE).



Le règlement européen sur les EEE fait état d'une liste d'espèces préoccupantes et chaque pays se doit de mettre en place un plan de lutte. En France, la stratégie nationale sur les EEE est peu efficace, d'après l'un des experts.

Son collègue explique que pour le moment l'accent est mis sur la prévention afin de limiter l'arrivée de nouvelles espèces. Des mesures ont été mises en place dans les TOM par exemple, mais cette politique est plus difficile à mettre en place en métropole du fait de la continuité des sols sur le continent.

Aujourd'hui, les efforts de la recherche se concentrent sur l'identification des traits fonctionnels envahissants, pour repérer les espèces à risques, et sur la valorisation des espèces locales. Ce n'est pas tant le caractère non natif qu'il est important de surveiller, mais la potentialité des espèces à prospérer. Ce sont les espèces exotiques envahissantes qui posent problème, pas les espèces exotiques dans leur totalité. Certaines espèces sont connues pour être très envahissantes, avec de grandes capacités de reproduction. Des campagnes de sensibilisation les ciblent particulièrement pour éviter qu'elles n'arrivent dans un nouvel écosystème.

D'une manière générale, le trio de panélistes appuie l'importance de changements comportementaux sur le long terme qui viennent de choix éduqués et volontaires.

III. Préservation et restauration

Un nouveau règlement européen est en cours de développement sur la restauration des territoires, qui inclut de vrais engagements. Les pays européens auront des obligations de moyens, comme actuellement, mais surtout de résultats. Ils devront montrer que les mesures qu'ils prennent sont efficaces.

Pour le trio de chercheurs, ce règlement est intéressant car préserver et restaurer les espaces a une réelle valeur pour la biodiversité. Se concentrer sur des espaces plutôt que sur des espèces permet à la fois de renforcer les populations et de les aider à se dynamiser.

Pour réussir, il faut principalement valoriser une restauration passive, afin de limiter les impacts et les pressions humaines. C'est ce qu'on appelle la séquence ERC – Éviter, Réduire, Compenser. Il faut d'abord éviter ou réduire notre impact avant d'influencer et d'être interventionniste.

Dès que la restauration prend une forme moins passive, elle suppose des choix humains qui impliquent la construction d'une version humanisée de la nature. Bien que parfois nécessaire, ce rewilding interfère avec les processus évolutifs naturels. D'ailleurs pour les chercheurs, il y aura toujours une certaine ingénierie à la restauration (ou compensation).



Quel que soit le projet de restauration, il est important de savoir se projeter dans le temps afin de créer un habitat fonctionnel où les espèces vont pouvoir évoluer. Il est crucial de recréer un potentiel évolutif sur un temps long. Pour cela, il peut être utile de cibler des fonctions à restaurer, favorables à un équilibre écosystémique dynamique particulier.

Avec l'interventionnisme cependant, on prend le risque de tomber dans une hyper-simplification de la nature. Le sujet du vivant est complexe. Pour donner un exemple emblématique : on peut penser qu'installer une ruche en ville est pertinent pour la biodiversité. Alors qu'en réalité on augmente au mieux une population d'une unique espèce d'abeilles. Planter des fleurs et installer un hôtel à insectes est pourtant bien plus riche pour la diversité des espèces, les interactions et pour l'écosystème en construction. Il faut savoir faire des choix appropriés aux populations concernées et aux écosystèmes en perdition.

Au-delà de l'espoir suscité par ce règlement et ces solutions, l'application stricte des lois et règlements existants sur la biodiversité pourrait d'ores et déjà avoir un impact significatif. Mais la loi est plus suggestive qu'autre chose, et n'est que rarement appliquée. Des mesures compensatoires pour la perte de la biodiversité existent mais elles sont insuffisantes, assez arbitraires et rarement mises en place. A cela s'ajoute la difficulté d'estimer une perte de biodiversité dans un monde monétarisé (comment aller au-delà du décompte de la perte du nombre d'individus pour chiffrer également la perte de diversité génétique, de traits fonctionnels ou d'espèces endogènes ?).

Bilan

Le constat est sans appel : le taux d'extinction des espèces actuel est alarmant et n'a rien de comparable avec les taux qui ont pu être observés ou évalués par le passé au vu de l'ampleur et la rapidité du phénomène. Les pressions anthropiques et le changement climatique sont trop forts, les délais trop courts et les contraintes trop intenses pour enclencher l'adaptation de la majorité des espèces.

Or, l'humain est indissociable de la nature, et il ne peut pas exister sans les différentes espèces qui co-existent. La perte de la diversité entraîne une perte de possibilités et de potentialités pour notre futur : elle met en péril notre avenir.

Il est donc important de prendre les choses en main pour limiter cette disparition massive de la diversité du monde vivant. Cela appelle des changements et une évolution dans notre vision et notre rapport à la nature.

Dans ce cadre, opposer systèmes industriels et biodiversité est contre-productif. Il faut créer des solutions alternatives qui puissent servir les humains, tout en laissant la place aux autres espèces (selon une approche évocentrée). Pour assurer leur pertinence, ces solutions doivent s'inscrire dans des réflexions sur le temps long, condition sine qua none pour qu'elles permettent d'envisager un avenir de possibilités viables.

+ DE DÉTAILS
sur l'association

*Restitution des ateliers,
publication de notes, communication
sur les réseaux sociaux...*



RePlanet France
LES ÉCOHUMANISTES

Contacts



**LAUREN
DELAGE**
Cheffe du projet
Les Ateliers écohumanistes



**MYRTO
TRIPATHI**
Co-fondatrice
et Présidente
Replanet France

